



Communiqué
15 septembre 2022

Bilan des mesures salariales : rien de plus malgré l'urgence

Alors que la situation continue de se dégrader avec une inflation galopante atteignant d'ores et déjà plus de 7% sur un an et qui atteindra peut-être même 10% en fin d'année, ce ne sont que 3,5% d'augmentation du point qui ont été annoncées en juillet. Rien qui soit à la hauteur. Deux mois plus tard, c'est bien à un appauvrissement des agent-es publics que l'on continue d'assister.

Ce 15 septembre alors que tout le monde connaît cette situation inflationniste couplée à une crise énergétique, Stanislas Guérini, ministre de la fonction publique s'est borné à faire le bilan des mesures annoncées en juillet dont une partie ne relève pas de mesures salariales générales.

Le ministre a par ailleurs balayé l'idée d'annonce complémentaire avant la fin de l'année et s'est limité à rappeler qu'une conférence salariale aura lieu en 2023.

Pour Solidaires, cette situation n'est pas admissible.

Il est d'une urgence absolue que des mesures salariales générales soient prises avant la fin de cette année.

Les agent-es ne peuvent plus entendre le sempiternel discours sur les difficultés budgétaires.

Pour Solidaires FP, il faut notamment :

- + 85 points pour tout-es et une revalorisation conséquente du point d'indice
- l'indexation sur l'inflation
- des grilles de carrières linéaires revalorisées, notamment concernant les filières féminisées
- La déclinaison de ces mesures pour les contractuel-les, qui doivent bénéficier aussi de plans de titularisation massifs.

Les agent-es ont besoin d'autre chose que d'être salué-es et remercié-es. Ils ont besoin de mesures salariales générales. Sans attendre. 2023 est bien trop loin.

Solidaires FP appelle l'ensemble des agent-es publics à participer à la journée de grève et manifestations pour les salaires du 29 septembre prochain.



Déclaration liminaire

« Bilan des mesures salariales dans la fonction publique »

Monsieur le ministre,

Il aura fallu plus de 5 ans à répéter à vos prédécesseurs qu'un dégel du point d'indice était indispensable. 5 ans également à entendre notamment que "cela coûte trop cher pour ce que cela rapporte"... Phrase terrible pour qui gagne 1500 € et peine à finir le mois... 5 ans donc pour en arriver aux 3,5 petits % d'augmentation du point de juillet.

Certes, nous avons noté la mesure. Elle était indispensable et pourtant, tellement éloignée de la réalité de vie des agent-es et de ce qu'il faudrait.

Après 10 années de gel du point, et une inflation qui atteignait déjà en juillet 6%, les agent-es publics avaient déjà, lorsque cela a été versé, mangé bien plus que ces 3,5%.

Et s'il fallait une illustration concrète de la réalité de vie des agent-es... L'augmentation du coût de l'énergie début 2023 représentera pour certain-es agent-es (les AESH par exemple), le gain du dégel du point d'indice.

En réalité donc, c'est bien un appauvrissement des agent-es publics que nous constatons encore.

Puisque ce sont bien 3,5% et non 5% qui ont été accordés. Puisqu'il semble nécessaire de le redire, vous pourrez vous répéter comme un mantra que l'augmentation avait été en moyenne de 5%. Les agent-es publics ont bien vu ce qu'il y avait sur leur feuille de paie. Et ce qu'ils touchent ne sera jamais une moyenne.

Face à ces 3,5% donc aujourd'hui l'inflation continue de galoper. Plus de 7% depuis septembre 2021. Nous atteindrons malheureusement peut être presque 10% d'ici fin décembre.

Aujourd'hui, les agent-es publics sont donc en difficulté. La précarité est grandissante dans la fonction publique. Vous avez communiqué sur le maintien de la GIPA pour un certain nombre d'agent-es, ce dispositif qui permet de maintenir un niveau de rémunération à peine correct et montre dans le même temps que les traitements sont insuffisants et que la valeur du point est elle-même insuffisante.

Et ce ne sont pas les saupoudrages, annonces parcellaires, catégorielles, injustes et incomplètes ici ou là qui permettront d'inverser la tendance.

Par ailleurs, certaines des pistes que vous avez pu évoquer ici ou là pour "passer l'hiver" dans le contexte de crise énergétique ne sont pas de nature à rassurer les agent-es. Elles aggraveront même leur situation.

Encourager le télétravail, si tant est que cela ait un réel intérêt en termes d'économies énergétiques, reviendrait à faire porter sur les agent-es en plus de tout le reste une charge financière importante en lieu et place de l'Etat. Et ce alors même que l'indemnité télétravail est déjà insuffisante.

La fermeture de bâtiments et la mise en obligation de télétravailler remet par ailleurs également en question le protocole relatif au télétravail qui comprend le caractère volontaire de ce dernier.

L'intéressement, les primes de surcroît largement défiscalisées et désocialisées, qui font partie intégrante de la loi d'urgence sur le pouvoir d'achat de cet été, ne sauraient non plus constituer des voies acceptables pour la rémunération des agent-es publics. Outil de division, ils rompent le collectif de travail dans l'accomplissement des missions de services publics, elles contribuent aussi à l'accroissement des inégalités salariales, entre bas salaires et cadres, entre hommes et femmes.

Vous souhaitez que cette réunion soit une réunion de bilan. Pour Solidaires, cela ne peut être le cas. Cette réunion doit être l'occasion d'annonces. Il faut que de nouvelles mesures indiciaires d'ampleur soient annoncées et prennent effet avant la fin de l'année.

Les revendications de Solidaires vous les connaissez.

- + 85 points pour tout-es et une revalorisation conséquente du point d'indice
- indexation sur l'inflation
- grilles de carrières linéaires revalorisées, notamment concernant les filières féminisées
- déclinaison de ces mesures pour les contractuel-les, qui doivent bénéficier aussi de plans de titularisation massifs.

Les agent-es ont besoin d'autre chose que d'être salué-es et remercié-es. Ils ont besoin de mesures salariales générales. Sans attendre. 2023 est bien trop loin.